

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 20 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

Quai des Pierrelles - Beausemblant
BP 93
26240 Saint-Vallier

Références : XPO_TC_Santes_RAPVI_0007000905_16112023
Code AIOT : 0007000905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite d'inspection consiste au récolement de l'arrêté préfectoral du 03/02/2023 mettant en demeure la SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions applicables relatives aux rejets d'eaux industrielles pour son établissement de Santes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 Santes
- Code AIOT : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes.

L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transporté des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camions-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167.c « Installations de lavage interne de camions citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets ».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site :

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE ;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. « Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux » pour une capacité de 300 m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières ;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux ;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux ;
- APC du 14/06/2021 imposant des prescriptions complémentaires d'améliorations de l'installation de traitement des eaux ;
- APMED du 03/02/2023 mettant en demeure la SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions applicables relatives aux rejets d'eaux industrielles.

Le thème de visite retenu est le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/02/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/02/2023, Article 1	Astreinte	3 mois
2	Améliorations de l'installation de traitement des eaux	AP de Mise en Demeure du 03/02/2023, Article 1	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que des actions ont été engagées, des améliorations constatées mais l'objectif de résultat n'est pas atteint.

Les non-conformités relevées sont les suivantes:

- fréquence de l'auto-surveillance des chlorures non respectée ;
- dépassement en concentration supérieure à deux fois la VLE sur les chlorures (Contrôle inopiné EAU 2023 / rapport 231029356-001 XPO - REJET d'Eurofins en date du 09/08/2023);

- dépassement ponctuel en concentration supérieure à 2 fois la VLE en DCO en août 2023 (auto-surveillance exploitant, source GIDAF);
- dépassement en concentration des MES depuis mai 2023 et supérieur à 2 fois la VLE en septembre 2023 (auto-surveillance exploitant, source GIDAF);
- absence de mise en œuvre des analyses complémentaires hebdomadaires de concentration du bassin biologique (MES/DCO/DBO5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2023, Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE, exploitant une installation de lavage de fûts et citernes

sise 1ère avenue – 9ème rue du port fluvial 59211 SANTES, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 septembre 1996 relatif aux valeurs limites d'émission du rejet d'eaux industrielles en prenant toutes dispositions nécessaires pour que les eaux industrielles rejetées au réseau respectent les valeurs limites imposées ; dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral du 12/09/1996 mentionne en son article 8 - Valeurs limites d'émission des rejets aqueux:

8.4. Eaux usées - eaux résiduaires (REJET n°3)

8.4.1 . Débit journalier autorisé : 300 m3/j

8.4.2. Température, pH et couleur : Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : [...] pH de 6,5 à 8,5 [...].

8.4.3. Substances polluantes :

Le rejet n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
M.E.S.	35	0,4	10,5
DBO5 (1)	35	0,4	10,5
DCO (1)	200	2,5	60
Azote global (2)	10	0,1	3
Phosphore total	1	0,01	0,3
Composés organiques du chlore (en AOX)	5	0,06	1,5
Métaux lourds	4	0,05	1,2
HC Totaux	10	0,1	3
MEX (substances extractibles à l'Ether de pétrole)	30	30	9
Sulfates	250	3	75
Chlorures	200	2,5	60
Zn	2	0,02	0,6
Fe	1,5	0,02	0,45
Mn	0,5	0,006	0,15

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
F	1,7	0,02	0,51
Cu	0,5	6,10 ⁻⁴	0,015
As	0,1	0,001	0,03
Cd	0,005	6,10 ⁻⁵	0,0015
Cr total	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Pb	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Se	0,01	1,10 ⁻⁴	0,003
Hg	0,001	1,10 ⁻⁵	0,0003
CN	0,05	6,10 ⁻⁴	0,015
Nitrite	1	0,01	0,3
Phénols	0,1	0,001	0,03

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

Constats :

En amont de la visite, l'inspection des installations classées a analysé les résultats du contrôle inopiné du 06 au 07/07/2023 (par Eurofins / rapport 231029356-001 (XPO – Rejet) du 09 août 2023). Les résultats montrent des dépassements pour le paramètre « **chlorures** » (Cl⁻).

Paramètre	VLE	Cl Juillet
Cl⁻	200 mg/L	579
DBO5	35 mg/L	2
DCO	200 mg/L	88
MES	35 mg/L	24
NGL (Azote	10 mg/L	4,2

global)		
Phosphore total	1 mg/L	0,23

Ce dépassement constitue une non-conformité.

En outre, l'inspection des installations classées a analysé les résultats de l'autosurveillance déclarée par l'exploitant sur l'outil de télédéclaration GIDAF, au titre de l'année 2023.

		valeur mensuelle maximale atteinte – 2023 - GIDAF									
	VLE	J	F	M	A	M	J	Ju	A	S	Fréquence
Cl ⁻	200 mg/L	-	-	-	-	-	599	598	-	-	trimestrielle
DBO ₅	35 mg/L	2400	3210	1890	4230	2260	72	16	10	4,6	hebdomadaire
DCO	200 mg/L	4660	5450	3450	6910	3450	264	117	757	180	hebdomadaire
MES	35 mg/L	200	198	383	149	245	46	44	48	91	hebdomadaire
NGL	10 mg/L	27,7	60,7	57,2	22,1	25	5,1	5,3	0,5	3	mensuelle
Ptotal I	1 mg/L	21	1,5	2,3	3,7	1	0,29	0,28	0,06	0,1	mensuelle

Le tableau précédent montre :

- Pour les fréquences de mesures :

La fréquence de mesure des Cl⁻ (chlorures) n'est pas respectée. L'exploitant est tenu de réaliser les contrôles à une fréquence trimestrielle. En 2023, les contrôles ont été effectués en juin et juillet.

- Pour les concentrations des différents paramètres suivis :

Il est constaté un dépassement des valeurs limites d'émission pour les paramètres suivants : Cl⁻, DBO₅, DCO, MES, NGL et Ptotal. Deux périodes sont à considérer : de janvier à mai 2023 où les dépassements sont très importants et de juin à septembre 2023, période où il subsiste des dépassements en MES et un dépassement important en août 2023 en DCO.

Ces constats constituent des non-conformités.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise :

- qu'il a conscience des dépassements des VLE jusque mai 2023. Des travaux conséquents ont été entrepris début mai sur la station d'épuration du site via l'intervention de la société Eco2lavage. Des actions ont été entreprises sur le traitement biologique : remplacement d'une pièce défectueuse sur le clarificateur et ré-ensemencement du bassin biologique.
- qu'il a mis en place un monitoring pour le suivi quotidien des dépassements des VLE.

Pour les MES, l'exploitant indique avoir entrepris plusieurs actions afin d'améliorer les rejets :

- mise en place d'un nouvel agitateur dans la cuve d'homogénéisation (le 13/11/23) ;
- mise en œuvre d'un suivi plus serré à l'arrivée des remorques. L'action entreprise consiste à récupérer les résidus (notamment alimentaires) des remorques dès lors qu'ils ne dépassent pas 20kg. Au-delà, le lavage des remorques est refusé. Les déchets récoltés sont alors stockés dans une benne qui est évacuée par la suite par le prestataire en charge du déshuileur.

Lors de la visite terrain, l'exploitant a indiqué que le canal de prélèvement est à l'air libre et qu'il peut, par voie de conséquence, être pollué par des éléments extérieurs (des feuilles par exemple). Il a ajouté qu'il est peut-être pertinent de couvrir le canal venturi.

<p>En outre, l'exploitant indique qu'il va amplifier son autosurveillance en s'équipant de matériels permettant la mesure interne des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO (spectromètre) ; - MES (membrane de filtration, étuve, balance de précision) ; - Cl⁻ (test par bandelettes) ; - NGL (calorimètre). <p>L'exploitant précise qu'une mesure interne des différents paramètres est en cours de rédaction. Celle-ci permettra à ce que l'ensemble des salariés puisse réaliser les différentes mesures.</p> <p>En fonction des résultats de l'autosurveillance améliorée, l'exploitant précise qu'il apportera des actions correctives.</p> <p>L'inspection des installations classées interroge l'exploitant quant aux résultats de son autosurveillance renseignée sur l'outil GIDAF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant le dépassement de la DCO observé en août 2023, l'exploitant ne comprend pas ce résultat, d'autant plus que les paramètres DCO et DBO5 sont liées et qu'aucun dépassement n'est observé sur la DBO5 ; - concernant les MES, et notamment en septembre 2023 où le dépassement est à nouveau supérieur à 2 fois la VLE, l'exploitant ne comprend pas et remet en cause les mesures au regard de la faible concentration en DCO ; - concernant les chlorures, l'exploitant n'a pas de réponse sur la fréquence de réalisation des mesures et indique qu'il effectuera les contrôles à la bonne fréquence trimestrielle (tous les 3 mois) à l'avenir. De plus, l'exploitant précise qu'il va se faire accompagner par « Groupe Horizon » sur l'amélioration de son process en vue de diminuer les chlorures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Améliorations de l'installation de traitement des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2023, Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SASU XPO TANK CLEANING NORD FRANCE, exploitant une installation de lavage de fûts et citernes sise 1ère avenue – 9ème rue du port fluvial 59211 SANTES, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2021 relatif à l'amélioration de l'installation de traitement des effluents industriels en mettant en place les préconisations de l'étude technico-économique ; <p>dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2021 mentionne en son article 2 - Améliorations de l'installation de traitement des eaux:</p> <p>Les recommandations suivantes de l'étude technico-économique "Audit de l'installation de traitement des eaux - Proposition d'amélioration technique" transmise au Préfet du Nord par</p>

courrier du 06 mars 2020 sont mises en œuvre sans délai:

Proposition technico-économique	Plan d'actions
Déshuileur / débourbeur : « renforcer la surveillance et opérer de manière plus fréquente la vidange de l'installation »	Hydrocarbures totaux et MEX : Vidanger le déshuileur débourbeur de manière plus régulière. Si le problème persiste, mettre en œuvre une solution de dégradation de ces molécules. Pompage du débourbeur au moins 3 fois par an.
Bassin biologique : « Il est impératif de remettre en place un système d'aération convenable afin d'assurer une dégradation correcte des éléments entrants dans le bassin biologique. De plus une régulation du taux d'oxygène effectué par une sonde est nécessaire afin de réguler les cycles d'aérobie et d'anaérobie »	Azote global : Remettre en service l'oxygénation et automatiser celle-ci afin de respecter les cycles d'aérobie et d'anaérobie. Phosphore total : Mettre en place une injection de chlorure ferrique si nécessaire.
Filtre presse : « Il est nécessaire d'effectuer une fois par semaine au minima les analyses concentration en MES du bassin biologique afin de maintenir une concentration autour de 3,4 g/l et gérer en conséquence l'extraction via le filtre presse. XPO TC devra s'équiper du matériel de laboratoire nécessaire à la réalisation de l'analyse de la concentration des boues en bassin biologique »	MES / DCO / DBO5 : Effectuer une fois par semaine des analyses de concentration du bassin biologique afin de gérer convenablement l'extraction des boues en interne. Les données de surveillance sont conservées au moins 2 ans.
Autres éléments (sulfates et chlorures) : « Il est nécessaire de travailler sur le process afin de limiter l'apport de ces éléments. La régulation correcte des phases d'oxygénation et d'anaérobie permettront de réduire le sulfate (cf bassin biologique). Quant au chlorure, rien de viable ne peut être fait au niveau du process opératoire. Il est nécessaire de remonter à la source. L'utilisation de sel d'adoucissement en grande quantité pour le process de nettoyage est probablement la cause »	Sulfates et chlorures : Travailler sur le process afin de réduire les teneurs de ces molécules.

À cet effet, l'exploitant met en place un tableau de bord permettant de suivre la mise en œuvre des préconisations de l'étude sus-mentionnée et justifie les actions engagées et les résultats obtenus auprès de l'inspection des installations classées.

A cet effet, l'exploitant met en place un tableau de bord permettant de suivre la mise en œuvre des préconisations de l'étude susmentionnée et justifie les actions engagées et les résultats obtenus auprès de l'inspection des installations classées.

Constats :

Afin de justifier de la vidange du déshuileur-débourbeur de manière régulière (au moins 3 fois par an), l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les 3 derniers bordereaux de suivi de déchets (BSD).

Malgré une relance par courriel le 13 décembre 2023, l'exploitant n'a pas transmis les BSD à l'inspection.

L'exploitant indique avoir mis en place un système d'aération (agitateur) en septembre 2022, afin de remettre en service l'oxygénation du bassin biologique.

En outre, la pose d'une sonde de mesure du taux d'oxygène sur l'agitateur, gérée par automate, permet de respecter les cycles d'anaérobie et d'aérobie.

L'exploitant indique que l'injection de chlorure ferrique ne s'est pas avérée nécessaire pour le traitement des phosphores.

Concernant le filtre presse, l'exploitant indique ne pas effectuer les analyses de concentration en MES du bassin biologique. Celles-ci sont effectuées uniquement sur le rejet n°3. L'exploitant indique qu'une mesure a été effectuée le 01/02/23 en amont du bassin biologique.

En outre, l'exploitant indique ne pas comprendre la nécessité de mesurer le paramètre MES dans le bassin biologique. L'inspection des installations classées précise que cette prescription découle de son plan d'actions issu des conclusions de l'étude technico-économique fournie par l'exploitant.

Ce constat constitue une non-conformité.

Concernant les actions à mettre en œuvre sur le process en vue de limiter l'apport en sulfate et

chlorures, l'inspection constate une diminution des sulfates, eu égard de l'action entreprise sur les phases d'oxygénation du bassin biologique. Néanmoins, le dépassement de la VLE subsiste pour les chlorures. L'exploitant indique se faire accompagner par "Groupe Horizon", en vue de perfectionner le process visant à agir sur les chlorures.

Observations :

Afin de justifier de la vidange du déshuileur débourbeur de manière régulière (au moins 3 fois par an), l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les 3 derniers **bordereaux de suivi de déchets sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir, **sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport**, les modalités et la fréquence de la maintenance opérée sur l'automate en charge de la gestion des cycles anaérobie/aérobie.

Concernant les mesures en MES au niveau du bassin biologique, l'exploitant peut s'il le juge nécessaire écrire au préfet pour démontrer que la prescription est inadaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois